

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTREUIL**

N°2010770

SOCIETE HP BTP

Mme Gosselin
Juge des référés

Ordonnance du 12 novembre 2020

D

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le juge des référés,

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 12 octobre 2020 et complétée par un mémoire enregistré le 4 novembre 2020, la société HT BTP, représentée par Me Morice, demande au juge des référés statuant en application de l'article L. 551-1 du code de justice administrative :

1°) de suspendre le marché qui aurait été conclu entre l'établissement public territorial Paris Terres d'envol et la société Union travaux ou/et la société Jean-Lefebvre ayant pour objet l'exécution de travaux de rénovation du réseau d'assainissement d'eaux usées et pluviales, avenue Henri Barbusse à Sevran sur le fondement des dispositions du premier aliéna de l'article L. 551-17 du code de justice administrative ;

2°) de prononcer la nullité dudit marché sur le fondement des dispositions de l'article L. 551-18 du code de justice administrative ;

3°) de mettre à la charge de l'établissement public territorial Paris Terres d'envol la somme de 7.000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- 1 - après deux déclarations constatant le caractère infructueux de l'appel d'offre du marché ayant pour objet l'exécution de travaux de rénovation du réseau d'assainissement d'eaux usées et pluviales, avenue Henri Barbusse à Sevran, il s'avère que depuis le 27 juillet 2020, des travaux ont commencé, confiés à la société Jean-Lefebvre alors qu'aucune procédure d'appel d'offre n'a été initiée ;

- 2 - l'établissement public territorial a par suite méconnu son obligation de publicité et de mise en concurrence ;

- 3 - la nature des travaux, par leur importance, ne peut relever du lot n° 2 destinés aux travaux d'entretien ou d'urgence impérieuse, ni d'un avenant qui aurait pu être passé à cette fin ;

- 4 - en tout état de cause, les travaux constatés seraient dissociables du marché de travaux d'entretien.

Par mémoires enregistrés les 30 octobre, 3 et 4 novembre 2020, l'établissement public territorial Paris Terres d'envol, représenté par Me Boulloche, conclut au rejet de la requête et à la condamnation de la société HP BTP à lui verser la somme de 6.000 euros au titre des frais de l'instance.

Il soutient qu'aucun marché n'a été conclu et que les photos produites portent sur l'exécution du second lot qui a été attribué à la société Union Travaux qui l'a sous-traité au groupement Jean-Lefebvre.

Par ordonnance du 28 octobre 2020, l'exécution du marché a été suspendue pendant la durée de l'instance.

Vu :

- le code de la commande publique ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal administratif de Montreuil a désigné Mme Gosselin, vice-président, pour statuer sur les référés contractuels.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique, qui s'est tenue le 5 novembre 2020 :

- le rapport de Mme Gosselin, magistrat désigné ;
- les observations de Me Morice, représentant la société HP BTP qui reprend ses écritures,
- les observations de Me Roze, substituant Me Boulloche, représentant l'établissement public territorial Paris Terres d'envol qui s'engage à fournir les devis de la société Jean-Lefebvre évoqués dans les bons de commande produits.

Une note en délibéré présentée pour la société HP BTP a été enregistrée le 7 novembre 2020.

Des notes en délibéré présentées pour l'établissement public territorial Paris Terres d'envol ont été enregistrées les 6 et 9 novembre 2020.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de la commande publique ;
- le code de justice administrative.

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions en annulation :

1. En premier lieu, aux termes de l'article L. 551-13 du code de justice administrative : « *Le président du tribunal administratif, ou le magistrat qu'il délègue, peut être saisi, une fois conclu l'un des contrats mentionnés aux articles L. 551-1 et L. 551-5, d'un recours régi par la présente section* ». Aux termes du premier alinéa de l'article L. 551-14 du même code : « *Les personnes habilitées à agir sont celles qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles sont soumis ces contrats, ainsi que le représentant de l'Etat dans le cas des contrats passés par une collectivité territoriale ou un établissement public local* ». Les dispositions de l'article L. 551-17 de ce code prévoient que : « *Le président du tribunal administratif ou son délégué peut suspendre l'exécution du contrat, pour la durée de l'instance, sauf s'il estime, en considération de l'ensemble des intérêts susceptibles d'être lésés et notamment de l'intérêt public, que les conséquences négatives de cette mesure pourraient l'emporter sur ses avantages* ». Enfin, l'article L. 551-18 dudit code dispose que : « *Le juge prononce la nullité du contrat lorsqu'aucune des mesures de publicité requises pour sa passation n'a été prise, ou lorsque a été omise une publication au Journal officiel de l'Union européenne dans le cas où une telle publication est prescrite* ».

2. En second lieu, aux termes de l'article L. 2131-1 du code de la commande publique : « *Afin de susciter la plus large concurrence, les acheteurs procèdent à une publicité préalable à l'attribution du marché dans les conditions et sous réserve d'exceptions définies par décret en Conseil d'Etat, en fonction de l'objet du marché, de la valeur estimée hors taxe du besoin ou de l'acheteur concerné* ».

3. L'établissement public territorial Paris Terres d'Envol a lancé un marché composé de deux lots, ayant pour objet l'exécution de travaux de rénovation du réseau d'assainissement d'eaux usées et pluviales, avenue Henri Barbusse à Sevran, le 1^{er} lot portant sur des travaux lourds, le second sur des travaux d'entretien ou d'urgence impérieuse. A l'issue d'un premier appel d'offre, ce second lot a été attribué à la société Union Travaux et la procédure du premier lot a été déclarée infructueuse. Par la présente requête, la société HP BTP introduit une procédure de référé contractuel afin de demander la suspension et l'annulation du marché révélé par la constatation des travaux qui se déroulent Avenue Henri Barbusse à Sevran et indiqué sur les panneaux de chantier comme ayant été attribués à la société Jean-Lefebvre.

4. Il résulte de l'instruction que les travaux situés avenue Henri Barbusse à Sevran, dont l'existence est révélée par le constat d'huissier illustré de photos, ont débuté en juillet 2020 pour une durée de quatre mois, selon le panneau d'affichage apposé sur le chantier. Si la société requérante soutient que ces travaux sont en réalité le résultat de la conclusion d'un marché qui n'a fait l'objet d'aucune publicité, l'établissement public territorial Paris Terres d'envol soutient qu'il s'agit en fait de travaux relevant du lot n° 2 qui a été régulièrement attribué à la société Union Travaux et que cette dernière a sous-traité auprès de la société Jean-Lefebvre.

5. D'une part, à l'appui de ses affirmations, l'établissement public territorial Paris Terres d'envol invoque les termes de l'article 1-2 du cahier des clauses administratives particulières applicables au lot n° 2 du marché selon lesquels sont concernés « *les travaux en tranchée (assainissement, eau potable, réseaux divers)*. Il s'agit de l'essentiel de l'activité de travaux. Les équipements sont de natures diverses : – *collecteurs visitables et canalisations non*

visitables, – branchements riverains, – stations de pompages, – bassins de stockage et de régulation, les travaux de voirie. Cette activité prend plusieurs formes : – des travaux de voirie liés aux travaux d’assainissement, – des opérations de voirie sous maîtrise d’ouvrage déléguée ». Toutefois, il résulte de l’instruction que ces termes sont en tous points identiques à l’article 1-2 du cahier des clauses administratives particulières applicable au lot n° 1, tel qu’il avait initialement été prévu par l’établissement public territorial Paris Terres d’envol.

6. Cependant, et alors que l’invocation de ces dispositions, identiques, ne permet pas d’identifier le lot auquel les travaux litigieux seraient susceptibles de se rattacher, il y a lieu de se référer à la suite de dispositions de l’article 1-2 du cahier des clauses administratives particulières applicable au lot n° 2, qui précise que : les travaux concernés consistent en : « / *des opérations de travaux d’entretien courant, de réparation, de réhabilitation ou d’aménagement localisés, / des opérations de travaux dont l’exécution est frappée d’une urgence impérieuse au sens juridique du terme, urgence issue de circonstances imprévisibles* ». Le même article indique également que cet accord cadre concerne notamment les prestations et travaux suivants : « / *fourniture et mise en œuvre ou remplacement de tampons, / sondages de reconnaissances de réseaux concessionnaires et report sur plan avec géoréférencement des réseaux repérés à la demande du Maître d’ouvrage ou du Maître d’œuvre, / « petits travaux » d’assainissement : – mise en œuvre de boîte de branchement, – création et/ou réhabilitation de branchement, – reprise et/ou création d’avaloir, – travaux ponctuels de réparation ou réhabilitation de canalisation, / « petits travaux » d’assainissement sur ouvrage visitable : – travaux ponctuels de réhabilitation (reprise de fissures, réfection d’enduits, trous, etc.), – travaux d’injection, etc., / « petits travaux » de maçonnerie tels que réparation ponctuelle de regard, de bassin à ciel ouvert, mise en œuvre de gabions, etc., / « petits travaux » dans les espaces naturels, / « petits travaux » ou entretien dans les postes de pompage* ».

7. Il résulte de cette énumération que les travaux concernés par le lot n° 2 ne peuvent porter que sur des travaux d’importance limitée.

8. Cette importance limitée est corroborée par le montant prévisible de ces travaux, compris entre 5.000 et 350.000 euros HT, tel que le prévoit le BPU dudit lot n° 2, et cela même si un dépassement peut toujours être possible, celui-ci ne pouvant toutefois, sans dénaturation, passer de 350.000 à 1.667.615,60 euros HT, comme il est indiqué et n’est pas contredit pour les travaux actuellement en cours avenue Henri Barbusse, soit une augmentation supérieure à 200 %.

9. D’autre part, il résulte des mentions figurant sur les BPU communiquées par l’établissement public territorial Paris Terres d’envol par note en délibéré que les travaux litigieux comprennent, notamment, la pose de plus d’un kilomètre de canalisations, ce qui exclut la qualification de travaux localisés prévue par les dispositions précitées du cahier des clauses administratives particulières, dont plus de cent mètres linéaire avec des diamètres de 1000mm, maximum prévu par les deux BPU. En outre, les moyens mis en œuvre tels qu’ils apparaissent sur les photos, peuvent être considérés comme importants. Enfin, la durée des travaux, supérieure à quatre, voire cinq mois selon les documents produits, correspond davantage à des travaux importants qu’aux travaux ponctuels relevant du lot n° 2 et alors qu’il n’est pas sérieusement soutenu que ces travaux relèveraient de l’urgence impérieuse prévue par les dispositions précitées.

10. Dès lors, il s’ensuit que ces différents indices révèlent la conclusion d’un marché portant sur des travaux tels qu’ils étaient prévus lors du premier appel d’offre dans le lot n° 1, sans qu’aucune procédure de publicité n’ait été respectée. L’importance de ces travaux rend

également illégale l'éventualité d'un avenant, en raison du caractère par trop éloigné de leur nature.

11. Par suite, la société HP BTP est fondée à soutenir que l'établissement public territorial Paris Terres d'envol a méconnu ses obligations de publicité et de mise en concurrence en ordonnant les travaux litigieux en l'absence de toute formalité de publicité et de mise en concurrence et à en demander l'annulation sur le fondement de l'article L. 551-18 du code de justice administrative.

Sur les conclusions à fin de suspension :

12. Compte tenu de ce qui précède, il n'y a pas lieu de statuer sur ces conclusions.

Sur les frais d'instance :

13. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre une somme de 1.500 euros à la charge de l'établissement public territorial Paris Terres d'envol au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

ORDONNE

Article 1^{er} : Le marché révélé par l'exécution des travaux d'assainissement avenue Henri Barbusse à Sevran est annulé.

Article 2 : L'établissement public territorial Paris Terres d'envol versera une somme de 1.500 euros à la société HP BTP au titre des frais d'instance.

Article 3 : Il n'y a plus lieu de statuer sur le surplus des conclusions de la requête.

Article 4 : La présente ordonnance sera notifiée à la société HP BTP, à l'établissement public territorial Paris Terres d'envol et à la société Jean-Lefebvre.

Fait à Montreuil, le 12 novembre 2020

Le juge des référés,

Signé

C. GOSSELIN

La République mande et ordonne au préfet de la Seine-Saint-Denis ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.